

Préfecture du Var

ARRETE PREFECTORAL en date du 01 MAR. 2013

**autorisant l'utilisation des eaux usées traitées
issues de la station d'épuration de Pardigon (Cavalaire-sur-Mer
à des fins d'irrigation d'espaces verts)**

LE PREFET DU VAR,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L. 1311-1 et L. 1311-2 ;

VU le code de l'environnement, et notamment son article R. 211-23 ;

VU le code des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2224-8 et L. 2224-10 ;

VU l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

VU l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5 ;

VU l'arrêté interministériel du 2 août 2010 relatif à l'utilisation d'eaux issues du traitement d'épuration des eaux résiduaires urbaines pour l'irrigation de cultures ou d'espaces verts ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2004 d'autorisation de la station de traitement des eaux usées de Pardigon ;

VU la demande présentée par le SIVOM du Littoral des Maures en date du 13 décembre 2012 ;

VU l'avis favorable de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer en date du 14 janvier 2013 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques réuni le 13 février 2013 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1. Champ d'application

Le présent arrêté fixe les prescriptions sanitaires et techniques nécessaires à la mise en conformité des installations existantes visant à l'utilisation des eaux usées traitées issues de la station d'épuration de Pardigon (Cavalaire-sur-Mer – VAR) à des fins d'irrigation d'espaces verts, en application de l'article 14 de l'arrêté interministériel du 2 août 2010 relatif à l'utilisation d'eaux issues du traitement d'épuration des eaux résiduaires urbaines pour l'irrigation de cultures ou d'espaces verts.

Ces prescriptions visent à garantir la protection de la santé publique, de la santé animale et de l'environnement.

Au sens du présent arrêté, les eaux usées traitées sont celles issues des installations de traitement de la station d'épuration des eaux usées de Pardigon (Cavalaire-sur-Mer) telles que décrites à l'article 4 ci-après.

ARTICLE 2. Identité des exploitants

- L'exploitant de la station d'épuration est le SIVOM du Littoral des Maures.
- Le système d'irrigation des parcelles sont exploités par les communes suivantes : Cavalaire-sur-Mer, La Croix-Valmer.

ARTICLE 3. Autorisation

Le SIVOM du Littoral des Maures est autorisé, selon les prescriptions techniques définies ci-après, à :

- produire des eaux usées traitées destinées à l'irrigation d'espaces verts,
- utiliser les eaux usées traitées issues de la station d'épuration de Pardigon pour l'irrigation gravitaire d'espaces verts, sur les parcelles visées en annexe I du présent arrêté.

ARTICLE 4. Origine de l'eau, usages et niveau de qualité des eaux

Origine de l'Eau :

L'autorisation d'utilisation par irrigation porte sur les eaux usées traitées issues de la station d'épuration de Pardigon (Cavalaire-sur-Mer), après passage par la filière de traitement complète suivante :

Traitement existant au sein de la station d'épuration de Pardigon

- Dégrillage – Dessablage/Déshuilage ;
- Traitement primaire par décantation lamellaire ;
- Traitement secondaire biologique (biofiltration).

Traitement tertiaire complémentaire, aux fins de la réutilisation des eaux usées traitées

- Filtration sur sable
- Désinfection aux ultra-violets.

Usages et Niveau de qualité des eaux :

Les usages prévus pour la réutilisation des eaux usées traitées sont :

- Irrigation gravitaire des espaces verts sur les communes de Cavalaire-sur-Mer et La Croix-Valmer.

En conformité avec l'annexe II de l'arrêté du 2 août 2010 relatif à l'utilisation d'eaux issues du traitement d'épuration des eaux résiduaires urbaines pour l'irrigation de cultures ou d'espaces verts, l'irrigation d'espaces verts ouverts au public impose **un classement des eaux usées traitées en qualité sanitaire «A»**.

En application de l'annexe I de l'arrêté du 2 août 2010 susvisé, ce classement en niveau de qualité « A » impose au SIVOM du Littoral des Maures de s'assurer du respect des limites de qualité suivantes pour ses eaux usées traitées destinées à l'irrigation :

- Matières en suspension :	15 mg/litre
- Demande chimique en oxygène :	60 mg/l
- Entérocoques fécaux :	abattement de 4 logarithmes
- Phages ARN F- spécifiques :	abattement de 4 logarithmes
- Spores de bactéries anaérobies sulfitoréductrices :	abattement de 4 logarithmes
- Escherichia coli :	250 UFC/100ml

ARTICLE 5. Programme d'irrigation

Sur la base du programme d'irrigation initial fourni par le SIVOM du Littoral des Maures, prévu sur la période d'avril à novembre, ce dernier produira un programme annuel d'irrigation qui sera transmis au préfet, à l'Agence Régionale de Santé et aux maires concernés par l'irrigation au plus tard un mois avant le début de la campagne d'irrigation.

Ce programme annuel présentera les éléments suivants :

- La liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées ainsi qu'une représentation cartographique des parcelles concernées, qui sera annexée au présent arrêté ;
- La nature des cultures implantées pendant la période d'irrigation ;
- L'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la mise en œuvre de l'irrigation ;
- Le calendrier prévisionnel de l'irrigation et les quantités d'eau par unité culturale en fonction du sol et des cultures ;
- Le descriptif du matériel utilisé pour l'irrigation.

L'irrigation des espaces verts ouvert au public s'effectuera obligatoirement en dehors des heures d'ouverture au public.

ARTICLE 6. Programme de surveillance de la qualité des eaux usées traitées

Le SIVOM du Littoral des Maures, en tant qu'exploitant de la station d'épuration et production des eaux usées traitées, met en place un programme de surveillance, qui comporte :

1. Le suivi analytique hebdomadaire des Escherichia coli et de la conductivité dans les eaux usées traitées.

Les prélèvements sont effectués au point d'usage pendant la totalité de la saison d'irrigation.

En cas de durée d'irrigation inférieure à deux mois par an, le nombre d'analyses annuel ne pourra être inférieur à deux.

2. Le suivi de la qualité des boues produites lors du traitement des eaux usées à raison d'au moins quatre analyses par an pour les paramètres figurant aux tableaux I a et I b de l'annexe I de l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé, à l'exception des traitements par lagunage qui font l'objet d'une analyse annuelle dans la lagune finale.

3. Le suivi annuel des paramètres suivants (en complément de la surveillance de la qualité des eaux usées traitées prévue par l'arrêté du 22 juin 2007 susvisé) :

- Matières en suspension
- Demande chimique en oxygène
- Entérocoques fécaux
- Phages ARN F- spécifiques
- Spores de bactéries anaérobies sulfitoréductrices

Les analyses du programme de surveillance sont réalisées dans un délai tel que les résultats d'analyses sont connus avant le début de la période d'irrigation par des eaux usées traitées.

Les analyses de la qualité des eaux doivent être réalisées par un laboratoire accrédité, pour les paramètres et les différents types d'eaux considérés, selon la norme ISO/CEI 17025 par le comité français d'accréditation ou par tout autre organisme d'accréditation équivalent européen signataire de

l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation.

Dès la mise en place de l'intégralité des dispositifs de traitement décrits à l'article 4 permettant la mise en œuvre effective de la réutilisation des usées, l'exploitant de la station d'épuration transmet les résultats du programme de surveillance au préfet et à l'Agence Régionale de Santé selon une fréquence annuelle.

ARTICLE 7. Programme de surveillance de la qualité des sols

Le SIVOM du Littoral des Maures réalise au minimum tous les dix ans une analyse du sol sur chaque point de référence, repéré par ses coordonnées Lambert, représentatif d'une zone homogène.

Par « zone homogène », on entend une partie d'unité culturelle homogène d'un point de vue pédologique n'excédant pas vingt hectares. Par « unité culturelle », on entend une parcelle ou un groupe de parcelles exploitées selon un système unique de rotations de cultures par un seul exploitant.

Ces analyses portent sur les éléments traces figurant au tableau 2 de l'annexe I de l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé et sur le pH. Les analyses de sol doivent être réalisées par un laboratoire d'analyse de terre agréé par le ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche. Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse de sols sont conformes aux dispositions de l'annexe V de l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé.

Le SIVOM du Littoral des Maures :

- communique les résultats des analyses à l'exploitant de la station d'épuration.
- tient à jour un registre, qu'il tient à la disposition de l'autorité sanitaire, du service de police de l'eau, précisant :
 - o La nature des cultures et les parcelles irriguées par des eaux usées traitées ;
 - o Les volumes d'eaux usées traitées épandues ;
 - o Les périodes d'irrigation par des eaux usées traitées ;
 - o Les résultats des programmes de surveillance définis aux articles 7 et 8 du présent arrêté ;
 - o Les résultats des analyses des sols réalisées dans le cadre de l'appréciation de l'état initial du milieu récepteur prévu à l'annexe III-6 de l'arrêté du 2 août 2010 sus-visé.

Ce registre est conservé pendant dix ans.

ARTICLE 8. Distances à respecter vis-à-vis des activités ou usages de l'eau à protéger

En application de l'arrêté du 2 août 2010 susvisé, les distances minimales à respecter entre l'irrigation par les eaux usées traitées de qualité sanitaire « A » et les activités à protéger sont les suivantes :

▪ Plan d'eau (à l'exception du plan d'eau servant d'exutoire au rejet de la station d'épuration et des plans d'eau privés où l'accès est réglementé et où aucune activité telle que baignade, sport nautique et aquatique, pêche ou abreuvement du bétail n'est pratiquée)	20 m
▪ Bassin aquacole (à l'exception des coquillages filtreurs)	20 m
▪ Pisciculture y compris pêche de loisir	20 m
▪ Conchyliculture	50 m
▪ Pêche à pied des coquillages filtreurs	50 m
▪ Baignades et activités nautiques	50 m
▪ Abreuvement du bétail	50 m

ARTICLE 9. Mesures d'information du public

Le SIVOM du Littoral des Maures effectue par affichage approprié une information du public fréquentant les parcelles concernées par l'irrigation, relative à la qualité et la provenance de l'eau employée pour l'irrigation de ses espaces verts.

ARTICLE 10. Suspension de l'irrigation par les eaux usées traitées

Dans le cadre du programme de surveillance de la qualité des eaux traitées défini à l'article 7, en cas de dépassement d'une valeur limite fixée à l'article 5, le SIVOM du Littoral des Maures :

- En informe immédiatement les exploitants des parcelles irriguées et, le cas échéant, les personnes morales ou physiques intervenant dans la mise en œuvre de l'irrigation, et suspend immédiatement le programme d'irrigation ;
- Transmet immédiatement l'information au préfet et aux maires concernés, ainsi que les causes du dépassement constaté et les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

L'irrigation par des eaux usées traitées est alors interdite jusqu'à transmission au préfet des résultats d'analyses conformes aux valeurs limites.

Dans le cadre de la surveillance de la qualité des sols définie à l'article 8, en cas de dépassement d'une valeur limite figurant au tableau 2 de l'annexe I de l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé, le SIVOM du Littoral des Maures informe sans délai le préfet et l'Agence Régionale de Santé, et exclut la parcelle incriminée du programme d'irrigation.

ARTICLE 11. Bilan triennal du fonctionnement du nouveau dispositif de réutilisation des eaux usées traitées

Un bilan du fonctionnement de l'ensemble du dispositif de réutilisation des eaux usées, ainsi que de la qualité des eaux usées traitées utilisées pour la réutilisation, sera effectué au terme de trois années de fonctionnement à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement tertiaire et de la réutilisation des eaux usées traitées produites.

Dans l'éventualité d'un fonctionnement non satisfaisant, ou de non respect récurant des obligations de qualité des eaux usées réutilisées, la présente autorisation pourra être suspendue jusqu'à mise en conformité du dispositif permettant de garantir le respect des prescriptions techniques ci-dessus définies.

ARTICLE 12. Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Var,
Le Sous-préfet de Draguignan,
Le Directeur Général de l'Agence Régionale de la Santé,
Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
Les Maires de Cavalaire-sur-Mer et de La Croix-Valmer

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Toulon, le 01 MAR. 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Pierre GAUDIN

ANNEXE I

Réutilisation des eaux usées traitées de la station d'épuration de Pardigon (Cavalaire-sur-Mer) Liste des parcelles concernées par l'irrigation

Espaces verts de la Ville de Cavalaire-sur-Mer :

- Parking Pardigon - Parcelles n°125pp, 126, Section AI, Commune de Cavalaire-sur-Mer –
Volume autorisé : 25 m3/j

Espaces verts de la Ville de La Croix-Valmer :

- Rond Point du Débarquement - Parcelle n°68, Section AV, Commune de La Croix Valmer –
Volume autorisé : 6 m3/j
- Monument aux Morts - Parcelles n°1, Section AX, Commune de La Croix Valmer –
Volume autorisé : 22 m3/j